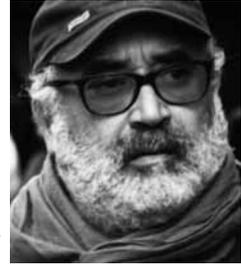


L'ARMÉE NATIONALE POPULAIRE ET LE *HIRAK*



YACINE TEGUA *

Le *Hirak*, le mouvement populaire pacifique qui s'est cristallisé en Algérie, le 22 février 2019, s'est d'abord opposé à un 5^e mandat d'Abdelaziz Bouteflika, gravement malade. Au fil des mois, il s'est cependant affirmé comme la contestation non pas d'un homme et d'une éventuelle succession dynastique¹ mais de tout le système politique algérien. Désignant les dirigeants du pays, les manifestants veulent qu'ils partent tous, y compris ceux qui agissent dans l'ombre du pouvoir formel. Dans les cortèges on exige la fin de l'arbitraire et la reconnaissance de la souveraineté populaire, confisquée par l'armée depuis l'indépendance, le 5 juillet 1962. La dérive despotique de Bouteflika n'étant que l'expression paroxystique de l'hégémonie exercée par la hiérarchie militaire dans le champ politique, celle-ci ne cesse pas avec la démission du président et l'annulation du scrutin qui était prévu le 18 avril 2019. Dans les marches qui se sont poursuivies tous les vendredis, jusqu'à la pandémie du Covid-19, les slogans « nous avons dit une république pas une monarchie » et « vous avez dépouillé le pays, bande de voleurs » ont laissé place à des revendications qui visent directement l'armée :

* PRODUCTEUR DE CINÉMA ET MEMBRE DE LA DIRECTION DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL.

¹ Saïd Bouteflika, frère et conseiller politique du Président, a été condamné par un tribunal militaire à 15 ans de prison après avoir été accusé de manœuvrer avec les responsables des services de renseignement pour limoger le chef d'état-major.

« les généraux à la poubelle, nous reprendrons l'indépendance »
et « État citoyen pas militaire ».

Les fausses sorties de l'ANP

88

Aux yeux des Algériens, le rapport du militaire et du politique est insatisfaisant depuis la guerre de libération² déclenchée le 1^{er} novembre 1954. Néanmoins, il est alors le résultat objectif des conditions de lutte face au colonialisme. Lorsque la direction du Front de libération nationale, pourchassée impitoyablement par l'armée française, est obligée de s'installer en dehors du territoire algérien, les chefs militaires qui poursuivent la lutte armée à l'intérieur des frontières sont amenés à prendre de plus en plus de responsabilités politiques. À l'extérieur, le poids de l'armée des frontières augmente aussi, d'autant qu'une partie des représentants politiques sont capturés en octobre 1956, lors du détournement par l'armée française de l'avion qui les amenait du Maroc en Tunisie. Cette armée des frontières finira par s'imposer à tous à l'occasion de la crise de l'été 1962 qui suit la proclamation de l'indépendance, dévoyant l'appel du peuple qui scandait « 7 ans de guerre ça suffit ». Au sein de l'Armée de libération nationale, un conflit oppose l'armée des frontières aux combattants de l'intérieur épuisés tandis que le FLN se divise entre le groupe de Tlemcen et le groupe d'Alger. L'armée des frontières s'impose face aux résistants de l'intérieur et tranche en faveur d'Ahmed Ben Bella, qui devient président de la République. Le pays évite ainsi ce qu'on appelait alors la « congolisation », c'est-à-dire un éclatement semblable à celui qu'a connu le Congo après le recouvrement de sa souveraineté.

L'Algérie indépendante fait face à de nouveaux défis et Ben Bella ne répond pas aux attentes de l'Armée nationale populaire qui succède à l'Armée de libération nationale. En son nom, Houari Boumédiène s'empare de tout le pouvoir à l'occasion d'un coup d'État, le 19 juin 1965. S'ouvre alors une période dite d'édification nationale. L'armée se retrouve à assumer la défense nationale, mais aussi des tâches politiques. La répression, en particulier du Parti de l'avant-garde socialiste clandestin qui succède à l'Organisation de la

² La plateforme de la Soummam adoptée durant un congrès du FLN tenu dans le maquis, en août 1956, affirme la primauté de l'intérieur sur l'extérieur et celle du politique sur le militaire.

résistance populaire qui s'est opposée au coup d'État, a créé un vide politique, tandis que le FLN et toutes les organisations de masse officielles sont caporalisées. Cette situation d'isolement impose au colonel Houari Boumédiène d'assurer les nationalisations et la révolution agraire pour répondre aux aspirations toujours pressantes du peuple algérien. Mais l'armée est contrariée d'avoir à assumer les contradictions inhérentes à la vie politique, au risque de se diviser elle-même, au détriment de sa mission de sauvegarde de l'État. Elle tentera de se rendre moins voyante quand, en 1978, elle entreprend un virage libéral et désigne, à l'occasion d'un conclave des officiers, le colonel Chadli Bendjedid comme successeur de Boumédiène qui venait de décéder. Le mouvement de protestation d'octobre 1988 réprimé dans le sang, la fin du parti unique et le processus électoral entamé dans le sillage de ces événements qui allaient entraîner la cession du pouvoir au Front islamique du salut (FIS) ramènent l'armée sur le devant de la scène. L'arrêt des élections³, l'affrontement avec le terrorisme islamiste et la défense de la République achèveront de lui donner un rôle politique décisif.

D'une certaine manière, toute l'histoire de l'Algérie indépendante se résume au ballet des allers et retours de l'ANP dans le champ politique. À chaque fois qu'elle se sera emparée du pouvoir, elle aura ensuite cherché à acter son départ. Quelques années après avoir pris la tête de l'État au nom de l'armée, Boumédiène organise une élection présidentielle pour gagner une légitimité populaire et signifier que les militaires rentraient dans leurs casernes. Après octobre 1988 et la violente répression des émeutes par l'armée, c'est devant les caméras de la chaîne de télévision unique que les officiers de l'ANP quittent le comité central du FLN, soulignant spectaculairement que la fin du parti unique marquait aussi le retrait de l'institution militaire du paysage politique. Et quand en 1992, à la suite de l'arrêt du scrutin qui allait permettre au FIS de s'emparer du pouvoir, l'armée reprend l'initiative politique, c'est Bouteflika qui sera chargé, en 1999, de faire oublier la transition⁴

³ Les élections législatives du 26 décembre 1991 sont interrompues suite à la démission du président Bendjedid. Le Front islamique du salut qui attendait que le pouvoir lui soit cédé par les urnes prend alors les armes.

⁴ À la démission du président Bendjedid, un haut comité d'État, comprenant le général Nezzar et présidé par Mohamed Boudiaf, est désigné pour gérer une période de transition. Après l'assassinat de ce dernier, le 29 juin 1992, l'institution est élargie, puis abandonnée, en 1994, lorsque le général Zeroual est désigné chef

pilotée par l'ANP. C'est ainsi qu'élu pour un premier mandat avec le soutien de l'armée, son second mandat est présenté comme ayant été arraché à l'armée, le général major Lamari, chef d'état-major, exprimant la disponibilité de l'institution militaire à reconnaître les résultats du scrutin... même si un islamiste l'emportait.

Un AVC aura raison finalement des capacités de Bouteflika, mais aussi du récit selon lequel il se serait soumis l'ANP. Malgré le lourd handicap du président, l'État n'est pas ébranlé et il devient évident qu'il repose toujours sur l'ANP, sa colonne vertébrale. Comment aurait-il pu en être autrement ? Bouteflika a normalisé le champ politique, des redressements ont lieu dans les partis qui s'opposent à ses orientations, à commencer par le FLN⁵. Le champ médiatique est soumis et le journal *Le Matin* est le premier à être interdit, tandis que son directeur est emprisonné. L'armée cautionne tout et d'abord la répression sanglante du mouvement citoyen de Kabylie en 2001⁶, mais aussi les mandats scélérats et la politique dite de réconciliation nationale qui amnistie les crimes terroristes islamistes que l'armée avait pourtant affrontés. Dans le budget de l'État le plus gros chapitre est consacré à l'institution militaire qui se lance dans une vaste modernisation. Elle commence à développer ses propres industries et des entreprises publiques ayant échappé aux privatisations lui sont cédées dans les secteurs de la mécanique et de l'électronique. L'afflux massif d'argent provenant des hydrocarbures permet de financer les dépenses et un vaste système clientéliste basé sur la corruption. Les généraux algériens ne seront pas les derniers à bénéficier de ce tournant néolibéral adossé à la rente. Le capital s'internationalise, on parle de l'Algérie comme d'un État-pivot et dans les rangs du pouvoir, donc de l'armée, on se met à rêver d'une puissance émergente.

L'institution militaire est à l'aise. L'actualité mondiale depuis le 11 septembre 2001 permet de reconnaître ses compétences dans la lutte contre le terrorisme islamiste. Elle participe au dialogue

de l'État à l'occasion d'une conférence nationale. À sa démission, Bouteflika sera élu président de la République.

⁵ En 2005, un 8^e congrès bis du FLN permettra à Bouteflika de s'assurer de la docilité du parti qui, lors de son 8^e congrès, avait soutenu la candidature d'Ali Benflis contre la sienne pour la présidentielle de 2004.

⁶ Suite à l'assassinat du jeune Massinissa Guermah dans les locaux de la gendarmerie à Tizi Ouzou, la protestation en Kabylie sera sévèrement réprimée, causant 126 morts.

méditerranéen de l'OTAN. La situation qui se dégrade à toutes les frontières ne manque pas d'interpeller sur l'importance des questions internationales. Quand survient le Printemps arabe les aspirations démocratiques apparaissent comme un défi commun à l'ensemble des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le rôle stabilisateur de l'ANP se trouve accru dans toute la région du Sahel après la chute de Kadhafi en Libye et l'offensive des groupes djihadistes au Mali en 2012. Chose inimaginable jusque-là, les avions militaires français sont même autorisés à survoler l'espace aérien algérien pour leurs missions dans le Sahel. L'Algérie a signé un partenariat d'exception avec la France et des partenariats stratégiques avec chacun des membres des BRICS. Un accord d'association a été conclu avec l'Union européenne, les achats de bons du Trésor américain s'accroissent tandis que des marchés considérables sont offerts à la Chine et que la Russie voit se multiplier les achats d'armes. La recomposition géostratégique à l'échelle mondiale et les exigences sécuritaires sans précédent font prendre conscience de la nécessité de prendre des assurances, mais aussi de renouer avec une diplomatie offensive. Le ministère des Affaires étrangères se redéploie activement vers l'Afrique, en particulier dans les instances de sécurité de l'Union africaine⁷.

91

L'ANP face aux aspirations populaires

L'armée, au fait de sa puissance, se retrouve cependant face à des circonstances exceptionnelles. Le pays semble à l'abandon et les réformes démocratiques tant politiques que sociales et économiques sont ajournées. Comment arbitrer face à la contestation qui gagne toute l'Algérie ? Difficile de faire supporter l'austérité, une nouvelle fois, sans légitimité démocratique. L'expérience de l'ajustement structurel durant la période de transition a été douloureuse et malgré l'arrêt de nombreuses subventions les fermetures d'usines, les privatisations, la dévaluation de la monnaie nationale, le blocage des salaires et la perte de pouvoir d'achat, l'urgence économique et sociale est toujours là. On dénombre jusqu'à 10 000 émeutes par an. Les Algériens n'en peuvent plus des inégalités, car des fortunes colossales se sont bâties en quelques années. Les syndicats

⁷ Le diplomate algérien Saïd Djinnit a occupé les fonctions de commissaire pour la paix et la sécurité au sein de l'Union africaine.

autonomes multiplient les grèves autour des revendications salariales, le mouvement des chômeurs s'organise à travers le pays, après les victimes du terrorisme islamiste, les gardes communaux, les patriotes⁸ et les appelés de l'armée crient haut et fort qu'ils sont les grands oubliés de la politique de compromis avec l'islamisme et dans le sud du pays les opposants à l'exploitation du gaz de schiste se mobilisent. À chaque échéance électorale l'abstention et les bulletins nuls progressent, même dans les bureaux de vote dédiés aux corps constitués. Lors des législatives de 2017 le taux de participation était de 37 % et le taux de bulletins blancs et invalides par rapport aux participants de 22,4 %⁹.

Les scandales financiers Khalifa, Orascom, Sonatrach¹⁰ viennent démontrer qu'une large partie des recettes provenant des hydrocarbures est détournée au profit d'une caste qui s'épanouit à l'ombre du bouteflikisme. Toutes sortes de privilèges sont accordés aux protégés du système. Mais ils ont conscience de la fragilité du rapport des forces et de la dépendance au cours du baril. La fuite des capitaux s'accélère et certains iront faire fructifier leur fortune à Panama, tandis que des jeunes poussés à bout, ceux qu'on appelle les *Harragas*, tentent de traverser la Méditerranée en risquant leur vie dans des embarcations de fortune pour échapper à la misère. D'autres, désespérés, s'immolent par le feu pour interpeller sur la dégradation insupportable des conditions de travail et de vie. Avec la crise financière de 2008 et l'effondrement des cours du pétrole qui s'accélère à partir de 2014, les réserves de change fondent comme neige au soleil et avec elles les possibilités de répondre ponctuellement aux demandes de justice sociale des uns et à la soif

92

⁸ Face au terrorisme islamiste, durant l'année 1994, des groupes de légitime défense ont été armés. Les patriotes intervenaient aux côtés de l'ANP tandis que les gardes communaux ont été placés sous l'autorité civile. Après la dissolution de ces corps, leurs membres ont exigé une reconnaissance de leur engagement dans le sauvetage de la République.

⁹ Lors des législatives de 2017 le taux de participation était de 37 % et le taux de bulletins blancs et invalides par rapport aux participants de 22,4 %.

¹⁰ Une affaire a impliqué Rafik Khalifa, fils d'un ancien ministre, condamné après la faillite de son empire pour détournement et usage de faux. Le scandale Orascom touche l'entreprise égyptienne de téléphonie qui s'est implantée en Algérie avec le soutien de Bouteflika à son ami émirati Al Shorafa qui agissait en tant qu'actionnaire de la firme. Enfin le principal accusé dans les affaires qui frappent l'entreprise pétrolière publique Sonatrach est l'ancien ministre de l'Énergie Chakib Khalil, un proche du président.

de pillage des autres. Les Algériens dénoncent la marginalisation politique, la prédation économique et la spoliation sociale, mais ni l'opposition démocratique ni l'islamisme n'y prêtent attention, eux-mêmes soumis à rude épreuve.

À la veille de l'élection présidentielle du 18 avril 2019, plus personne ne peut se satisfaire de la reconduction du système en l'état. Après avoir paru cautionner un 5^e mandat de Bouteflika, dans un ostensible esprit de continuité du système, l'armée agit en signifiant sa conscience qu'elle ne peut plus être seule requise et se sentir seule investie de la responsabilité de réparer les dégâts causés à l'Algérie, État et nation, y compris ceux causés par elle-même. Depuis 2013¹¹ on évoque une lutte sourde entre le général Mohamed Médiène, chef des services de renseignement, et le chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd-Salah. Avec le *Hirak*, l'hypothèse prend corps, puisque le mouvement aurait été instrumenté, si ce n'est initié par les réseaux de l'ancien responsable du Département du renseignement et de la sécurité (DRS). Après avoir poussé Abdelaziz Bouteflika à la démission, le général Gaïd Salah accuse en effet le général Médiène de comploter avec le frère du président et d'alimenter la colère populaire. Il les fait arrêter, ainsi que de nombreux dirigeants de l'État et des hommes d'affaires désignés par le *Hirak* comme « le clan ». Puis, au prétexte de combler un vide constitutionnel, il impose Abdelmadjid Tebboune à la suite d'une élection présidentielle contestée¹², avant de décéder d'une crise cardiaque. Les protagonistes du conflit au sein de l'armée sont ainsi neutralisés aux yeux des manifestants qui continuent à réclamer l'application des articles 7 et 8 de la Constitution¹³ algérienne qui

93

¹¹ Suite à l'opération menée à In Aménas en 2013 contre un groupe terroriste islamiste qui avait pris des otages sur un site d'exploitation gazière, un conflit de prérogatives est apparu entre le responsable du DRS et le chef d'état-major. En 2015, le responsable du renseignement est démis de ses fonctions par le président. En 2019 il sera traduit devant un tribunal militaire et déclare que c'est parce qu'il avait ouvert des enquêtes sur Sonatrach.

¹² Suite à la démission de Bouteflika, le président du Conseil de la nation a assuré un intérim sans parvenir à organiser l'élection présidentielle au 9 juillet 2019 comme prévu par la Constitution. Le scrutin finalement organisé le 12 décembre 2019 sera ainsi frappé d'illégitimité et le *Hirak* appellera à son boycott.

¹³ Article 7 de la Constitution algérienne : « Le peuple est la source de tout pouvoir. La souveraineté nationale appartient exclusivement au peuple. » Article 8 : « Le pouvoir constituant appartient au peuple. Le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire des institutions qu'il se donne. Le peuple l'exerce aussi par voie

affirment la souveraineté du peuple et la possibilité pour lui de se doter des institutions de son choix. Si le général Gaïd Salah mettait en avant la nécessité de mettre en application l'article 102 de la Constitution pour déclarer Bouteflika en état d'empêchement et ouvrir la voie au départ du président diminué, l'ANP ne s'est pas pour autant opposée aux revendications populaires. Il ne faudra pas longtemps pour savoir si l'institution considère Tebboune juste comme un passage obligé dans une transition.

Interprétant à son profit les articles 7 et 8, Abdelmadjid Tebboune se propose par contre de réviser la Constitution et d'offrir à l'ANP la possibilité d'intervenir légalement à l'étranger. Agit-il à l'initiative de l'état-major ou est-ce un piège qui vise à amener l'armée à se fourvoyer dans des conflits extérieurs ? Dans un cas il serait toujours prisonnier du rapport de force qui l'a conduit à la présidence de la République, dans le second il tenterait d'y échapper. L'armée serait alors doublement contestée. Du côté des manifestants, on dénonce son soutien à Tebboune. Du côté du pouvoir, des forces liées elles aussi à la prédation voudraient s'émanciper des arbitrages de l'armée, d'autant qu'elle les a débarrassés de rivaux puissants aujourd'hui en prison¹⁴. Par ailleurs, la campagne de calomnies orchestrée contre le *Hirak* dont les relais du pouvoir disent qu'il serait manipulé par des puissances étrangères à travers des ONG connues pour leur implication dans des révolutions colorées, ainsi que les polémiques comme celle qui s'est déchaînée après la diffusion sur la chaîne de télévision *France 5 d'Algérie mon amour*, un documentaire sur le *Hirak* qui abordait des questions jusque-là tabous, comme la sexualité, montrent que le pouvoir voudrait mettre le *Hirak* sur la défensive au nom de la souveraineté ou de la moralité. C'est ce qu'atteste aussi la campagne d'arrestations menée durant la période de confinement liée à l'épidémie de Covid-19. Mais si Tebboune veut retirer l'épée de Damoclès de sa tête et faire taire les voix contestatrices, c'est parce qu'il sait que sa légitimité est insuffisante.

94

de référendum et par l'intermédiaire de ses représentants élus. Le président de la République peut directement recourir à l'expression de la volonté du peuple. »

¹⁴ Le 1^{er} juillet 2020, l'homme d'affaires et président du forum des chefs d'entreprise, Ali Haddad, a été condamné pour corruption à 18 ans de prison. Les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal ont été condamnés dans la même affaire à 12 ans de prison, tandis que d'autres ministres étaient condamnés à des peines allant de 2 à 20 ans de prison.

L'Armée nationale populaire est-elle l'armée du peuple ?

L'ANP doit percevoir que le plus grand risque pour elle, celui qui les concentre tous, serait de ne pas se retirer de la sphère politique. Mais démilitariser la vie publique n'est pas chose facile si l'institution veut en même temps préserver l'État et protéger la société. Le *Hirak* peut être l'occasion de réaffirmer l'unité historique indissoluble du peuple, de son élite nationale et de l'armée nationale populaire, c'est le sens que l'on doit donner au slogan *Djeich-chaab/khawa-khawa*¹⁵ scandé par les manifestants qui exigent, paradoxalement, le départ de l'armée du champ politique. Le *Hirak* doit cependant s'inscrire dans les rapports de forces tels qu'ils ont été forgés par la volonté affichée par Bouteflika de réduire en cendres toutes les représentations héritées d'octobre 1988, qu'elles soient partisans, associatives, syndicales ou médiatiques. Et de ce point de vue, le clivage idéologique entre les couches populaires et la classe moyenne, conséquence de l'affrontement avec le terrorisme islamiste, est particulièrement préoccupant, d'autant qu'il a perdu beaucoup de pertinence aux yeux de la jeunesse. En se retirant, l'armée ne créerait-elle pas un vide politique, ce qui exigerait qu'elle intervienne à nouveau, comme le lui a déjà enseigné son expérience historique ? Les faiblesses et insuffisances des forces qui pourraient constituer une alternative sont patentes et les contours d'un véritable pacte citoyen incertains. Ces conditions objectives ont forcément des conséquences dans l'agenda de la transition. Elles imposent d'inverser formellement le processus, le retrait de l'ANP devenant non pas l'objectif, mais la condition du changement.

Pour dépasser leur émiettement, les forces qui peuvent constituer l'alternative doivent d'abord se donner une tâche commune en se liguant contre l'ANP, le cœur du système. En dépassant les vieilles divisions et en rassemblant de larges forces pour mettre le commandement de l'ANP sur la défensive, le *Hirak* constitue le moment positif et démocratique d'une recomposition du champ politique qui a commencé sur un mode autoritaire, par les interdits, la marginalisation, les coups de force électoraux. La

¹⁵ Le peuple et l'armée sont frères. Slogan destiné à affirmer le caractère pacifique du *Hirak* et appelant l'armée à ne pas réprimer le mouvement.

classe politique en voie de refondation devra cependant consolider sa légitimité dans un processus électoral indiscutable. L'armée peut comprendre que sans de nouvelles institutions fortes de leur légitimité et sans une nouvelle classe politique capable d'assumer les responsabilités de l'État, son retrait est exclu. Il n'est donc pas surprenant qu'évoquant le *Hirak* son défunt chef d'état-major ait proclamé : « l'armée nationale populaire continuera à l'accompagner avec la même détermination et résolution, suivant une stratégie bien étudiée ». La dynamique interne à l'institution rejoint les aspirations de la société, aussi radicales puissent-elles paraître. L'institution militaire est consciente que son but ultime reste d'assumer la tâche qui lui est assignée : défendre et organiser l'État, ce qui inclut aussi sa transformation, y compris par le biais d'une intervention populaire sans laquelle la tâche de refondation du paysage politique est impossible. N'a-t-elle pas échoué dans ses précédentes tentatives qui visaient à exclure la société des processus de changement ? Et comment pourrait-elle ne pas voir qu'en quelques mois le *Hirak* a accéléré l'émergence de deux courants, exprimant les nouvelles contradictions ayant mûri dans la société, l'un progressiste et l'autre que l'on peut qualifier de national populiste, pouvant recouvrir des orientations sociales libérales pour l'un et nationales libérales pour l'autre ?

L'institution militaire n'a aucune raison de contrarier cette évolution ni même de ne pas adhérer au narratif dominant à propos du *Hirak*, faisant ainsi assumer à la société seule la responsabilité d'en finir, ou pas, avec le système incarné maintenant par Abdelmadjid Tebboune. Et quand à l'occasion d'une interview à *France 24*, ce dernier évoque la possibilité d'aller « vers un climat beaucoup plus apaisé », il n'est pas certain que la société se contente de la libération de quelques activistes qu'elle considère comme des otages du pouvoir. Pour elle l'enjeu est ailleurs. La révision de la Constitution pourrait ainsi être un rendez-vous fatal pour Abdelmadjid Tebboune. Les tensions, réelles ou exacerbées artificiellement, ont pris une ampleur sans précédent. Les manifestations de chômeurs à Ouargla et la protestation qui a fait un mort à Tin Zaouatine, au début de l'été 2020, en attestent. La société ne pourra pas accepter une réforme en vase clos, pas plus qu'elle ne pouvait accepter un 5^e mandat. L'idée d'un processus constituant de transition est portée par les forces rassemblées depuis le 26 juin 2019 autour du Pacte de l'alternative

démocratique, le PAD¹⁶. On ne peut pas exclure que l'ANP, en tant qu'institution, soit déjà prête aux conséquences d'un rejet du projet constitutionnel porté par Tebboune. Après tout, elle n'a pas été totalement prise au dépourvu par la démission de Bouteflika. Le problème qui se poserait alors à elle serait de rassembler et d'orienter les énergies de la société dans les formes, au rythme et dans le sens qu'elle considérerait comme le plus conforme aux intérêts de la stabilité de l'État algérien.

L'armée pourrait s'incliner devant une forte attente de rupture qui prendrait la forme d'un processus constituant. L'essentiel pour elle étant que cette transition soit investie d'un contenu qui baliserait le changement. On peut craindre alors un nouveau dévoiement des aspirations du peuple algérien. Après tout, ne s'est-il pas passé quelque chose du même ordre avec la réconciliation nationale que Bouteflika a habilement enlevée des mains des partenaires de San Egidio¹⁷ ? N'est-il pas finalement apparu comme le plus fervent partisan du compromis avec l'islamisme, alors même que les partis de cette mouvance doutaient de sa volonté de conciliation et désapprouvaient ses réélections successives ainsi que l'idée du 5^e mandat ? En fait, à partir du moment où il n'y a pas de forces politiques pertinentes et stables en mesure de peser durablement sur le rapport de force, c'est l'ANP qui, en dernier recours, a imposé ses hommes et ses choix. C'est ainsi qu'en 1962, 1988 et 1999 les aspirations à la souveraineté du peuple algérien ont été dévoyées par la force la plus disciplinée et la plus déterminée et qu'actuellement c'est l'ANP qui se trouve toujours être cette force, le *Hirak* n'ayant pas encore produit tous ses effets. Il est donc légitime que la société se demande si l'armée peut cristalliser le noyau le plus avancé du mouvement pour la citoyenneté et la démocratie ou si elle est tentée par une nouvelle usurpation.

¹⁶ Le Pacte de l'alternative démocratique rassemble la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le Front des forces socialistes, le Parti pour la laïcité et la démocratie, le Mouvement démocratique et social, le Parti des travailleurs, le Parti socialiste des travailleurs, le Rassemblement action jeunesse et l'Union pour le changement et le progrès.

¹⁷ Le contrat de Rome fut adopté lors d'une réunion de partis politiques favorables à la réconciliation avec le Front islamique du salut. Cette rencontre organisée par la communauté catholique de San Egidio dénonçait l'arrêt des élections et attribuait le terrorisme au pouvoir algérien et aux forces démocratiques accusées d'être des éradicateurs.

Il est remarquable, alors que la lutte pour le changement radical se poursuit avec peut-être une confrontation décisive à l'occasion de la révision constitutionnelle, que les Algériennes et les Algériens n'aient pourtant pas fait des questionnements sur le rôle de l'armée un frein à leur mobilisation. En renvoyant dos à dos le DRS et l'état-major, ils disent qu'ils ne souhaitent ni de divisions au sein de l'ANP ni de coup d'État pour faire triompher le changement, mais qu'ils aspirent simplement à voir l'ANP se soumettre aux choix politiques de la nation. En discutant du rôle de l'ANP au sein ou contre le *Hirak*, la société cherche à renforcer le caractère radical de son mouvement révolutionnaire non pas contre l'ANP en tant qu'institution, mais en l'espérant à ses côtés. La société affirme ainsi que l'armée doit être l'armée du peuple. Elle lui rappelle que sa mission cruciale, en union avec le peuple, c'est de désarmer définitivement les forces qui incarnent le despotisme néolibéral adossé à la rente, trop souvent réduit à la corruption, afin que plus jamais elles ne représentent de menaces sur l'État et sa souveraineté. Au final, il semble qu'El Hachemi Chérif¹⁸ avait raison d'écrire : « Quand certains disent que l'ANP est la source du pouvoir, ils doivent répondre d'abord à la question de savoir où se trouve la source du pouvoir que détient l'ANP : en elle-même – dans l'ANP – ou dans la société ? Sans doute plutôt dans la relation dialectique entre les deux, telle qu'on l'a observée souvent dans son mode de fonctionnement et de prise de décision. »

Résumé :

En Algérie, l'Armée nationale populaires s'affirme comme l'héritière de l'Armée de libération nationale et joue un rôle politique depuis l'indépendance. Elle s'expose ainsi aux divisions et prend le risque de se fragiliser dans sa mission de défense de l'État. Ses dirigeants auront donc tenté, à plusieurs reprises, de se dégager des responsabilités qu'implique le pouvoir, mais sans jamais convaincre la société. C'est pourquoi le *Hirak*, le mouvement de contestation du système politique, surgit en février 2019, interpelle directement l'armée sur son rôle dans la sauvegarde d'un pouvoir basé sur l'arbitraire et la négation de la souveraineté du peuple. Cependant, si les Algériennes et les Algériens ne veulent plus voir l'armée s'immiscer dans leurs choix politiques, il faut se garder d'en conclure que la relation entre l'institution militaire et le peuple ne serait que de l'ordre du conflit.

¹⁸ El Hachemi Chérif in *L'ANP dans la crise*, 1995. Plaquette éditée par le mouvement Ettaha.